

Ensemble pour une santé solidaire !

Une fois n'est pas coutume, nous tenons à vous transmettre le communiqué de presse de nos amis d'« Ensemble pour une santé solidaires ».

Mouvement « ensemble pour une santé solidaire »

Communiqué de presse sur le PLFSS 2009
29 septembre 2008

La « politique santé » de Sarkozy c'est « arrêtons de soigner les malades, ça coûtera moins cher ».

Dans un contexte de crise mondiale où même les plus libéraux en appellent au retour de l'Etat régulateur et protecteur, Sarkozy appelle, lui aussi, au retour de l'Etat et en même temps accélère la destruction des services publics !

Le "trou de la Sécu" n'est pas un déficit mais "un besoin de financement" que les gouvernements de droite successifs ont délibérément ignoré, multipliant au contraire depuis 1993 les exonérations de charges sociales. L'affaiblissement de notre système de protection sociale, créé en 1945 pour donner "la garantie à chaque homme qu'en toutes circonstances il pourra assurer sa subsistance et celle de personnes à sa charge", n'est donc pas, comme on veut nous le faire croire, mécanique et inéluctable, mais bel et bien le résultat de choix politiques. Des choix au service non pas des malades et des usagers, mais d'impératifs économiques qui transforment maladie et santé en marché et les malades en « consommateurs de soins » et de médicaments.

Sans surprise, le PLFSS 2009 est un avant programme peu réjouissant de régressions, déremboursements, réduction des prestations, hausse des cotisations de plus en plus insupportables en matière d'accès aux soins.

Sans surprise encore, pour défendre ce projet de loi indéfendable, Sarkozy et ses ministres enfonce une nouvelle fois le clou, à vif et sans anesthésie, à coups d'arguments mensongers et de manipulations sémantiques qui tiennent plus du lavage de cerveau (au Kärcher) que de l'argumentaire politique.

Alors sans surprise aussi... mais quand même... certaines orientations de ce projet de loi atteignent des sommets dans l'immoralité et le cynisme.

Ainsi, il prévoit que, afin de contenir la progression des prescriptions de médicaments coûteux, comme les traitements anticancéreux, chaque hôpital pourrait être soumis à un plafond de dépenses. Et que "en cas de dépassement, l'établissement perdrait des crédits l'année suivante"



Traduction : l'hôpital public soignera les malades qui « rentreront dans l'enveloppe ». Selon quels critères de « choix », de « tri » des malades ? L'ordre chronologique d'arrivée ? Il vaudra mieux avoir un cancer en janvier qu'en décembre ! La gravité ? Poussera-t-on alors le cynisme comme aux USA, jusqu'à refuser le traitement, trop coûteux, mais à proposer la prise en charge à 100% du suicide médicalement assisté ? La tête du client ? Par tirage au sort ? Par numéro d'immatriculation (années paires ou impaires)... ?

Comment, COMMENT peut-on inscrire, en France, en 2008, dans un projet de loi, une préconisation aussi monstrueuse qu'absurde, qui aura pour conséquence immédiate de refuser des soins à des femmes, des hommes, des enfants, atteints de maladies très graves, et mourront peut-être faute de traitement ?!



Cette mesure totalement hypocrite de surcroît va permettre un véritable racket des malades par les assurances et les cliniques privées, qui seront le seul recours, pour ceux qui pourront payer, face à des hôpitaux publics obligés de refuser des malades et des soins.

La « politique santé » de Sarkozy c'est « arrêtons de soigner les malades, ça coûtera moins cher. »

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2009 porte bien mal son nom.

Car il s'agit en fait de financer les 40 milliards de paquet fiscal, niches sociales et

autres exonérations accordées aux plus riches, en refusant des soins ou en rackettant les malades.

Il s'agit de mettre à mort la sécu et l'hôpital, justement en les asphyxiant faute de financements.

Il s'agit de pousser les citoyens, désespérés, dans les filets des assureurs et des cliniques privées. En marketing ça s'appelle une « clientèle captive ». En langage pénal ça s'appelle du racket.

Le mouvement « ensemble pour une santé solidaire » exprime sa colère et son indignation face à ce projet de loi qui non seulement accuse à la place des vrais responsables les malades et ceux qui les soignent, mais en plus envisage aujourd'hui de les « punir ».

Nous dénonçons non seulement les fondements et les propositions de ce projet de loi, mais aussi sa malhonnêteté, son cynisme et son immoralité. Nous affirmons notre solidarité avec les malades, leurs proches, avec les soignants aussi.

Alors nous mettons le gouvernement et les parlementaires devant leur « responsabilité : dans le débat qui va s'ouvrir sur le PLFSS ils ne devront pas parler que d'argent. Ils auront à décider d'exclure ou de permettre l'accès aux soins, à des femmes, des hommes, des enfants. Quand on parle de santé, de soins, d'hôpital, de traitement, ce n'est pas que d'argent qu'on parle. C'est de malades, de souffrance, d'espoir, de guérison.

De vie ou de mort

Mouvement Ensemble pour une Santé Solidaire

<http://ensemblepourunesantesolidaire.fr>

Bruno-Pascal CHEVALIER - 06 89 18 01 77

Pour la Région : Eric TAILLANDIER - 06 29 73 78 00

eric.taillandier@free.fr



